

DECISION DU PREMIER VICE-PRESIDENT PAR DELEGATION DU PRESIDENT

N° DEC_2024_271 : AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DU CENTRE AQUATIQUE COMMUNAUTAIRE AU PROFIT DES ASSOCIATIONS DE RETRAITE SPORTIVE

Le Premier Vice-Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L.5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-2128 du 29 octobre 1999 portant extension du périmètre du District dans le cadre du processus de transformation en Communauté d'Agglomération afin de tenir compte de la cohérence territoriale de l'agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2202 du 22 novembre 1999 portant transformation-extension du District en Communauté d'Agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-1111 du 22 juillet 2022 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Vu le procès-verbal du 16 juillet 2020 portant élection du Président et des Vice-Présidents ;

Vu la délibération n° DEL_2020_056 du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 portant délégation du Conseil au Bureau et au Président ainsi qu'autorisation de subdélégation de signature du Président au profit des membres de la Direction Générale ou des Responsables de service ;

Vu l'arrêté n° ARR_2020_065 du 31 juillet 2020 relatif à la prévention des risques de conflit d'intérêt pour Monsieur le Président et portant délégation de fonction à Monsieur Christian POULHES, Premier Vice-Président en charge de l'Administration Générale, des Finances et des Contractualisations et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Messieurs Frédéric GODBARGE, Jean-Pierre PICARD et Jean-Luc TOURLAN, Conseillers Délégués ;

Considérant la baisse de fréquentation significative du nombre des adhérents des associations de Retraite Sportive après la pandémie, qui ne parvient pas à retrouver son niveau initial ;

Considérant la demande des associations de Retraite Sportive relative à l'adaptation tarifaire des locations de lignes d'eau avec encadrement qu'ils utilisent pour les cours d'aquagym ;

Considérant que la CABA a répondu favorablement à cette demande en modifiant les barèmes de tarification des lignes d'eau avec encadrement en fonction de la fréquentation par créneau horaire d'utilisation ;

DÉCIDE :

- de valider les termes des avenants n°1 aux conventions d'utilisation du Centre Aquatique communautaire au profit des associations de Retraite Sportive, dont les projets sont joints en annexe ;



- de signer lesdits avenant ainsi que tout acte y afférent.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Au registre sont les signatures
Pour extrait certifié conforme,
Fait à Aurillac, le 31 octobre 2024
Pour le Président,
Le Premier Vice-Président,

Christian POULHES.